



Neuville-aux-Bois, le 13 décembre 2025

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

**Arrêté temporaire n°25-AT-0072
Portant réglementation du stationnement et de la circulation**

ALLEE DES BLINIERES, RUE DE LA GADROUE, RUE NEUVE, RUE D'ORLEANS (D5) et RUE DE VENDES

Monsieur Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1 et R. 417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Considérant que des travaux reprise canalisation et branchement eau potable rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 05/01/2026 au 05/03/2026
ALLEE DES BLINIERES, RUE DE LA GADROUE, RUE NEUVE, RUE D'ORLEANS (D5) et RUE DE VENDES

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

À compter du 05/01/2026 et jusqu'au 05/03/2026, les prescriptions suivantes s'appliquent :

- 2 ALLEE DES BLINIERES
- RUE DE LA GADROUE, de la RUE NEUVE jusqu'au 4
- à l'intersection de la RUE NEUVE et de la RUE D'ORLEANS (D5)
- RUE D'ORLEANS (D5), du 11B jusqu'à la RUE NEUVE
- 9 RUE DE VENDES

:

- La circulation est alternée par feux ;
- Le stationnement des véhicules légers et poids lourds est interdit. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route ;

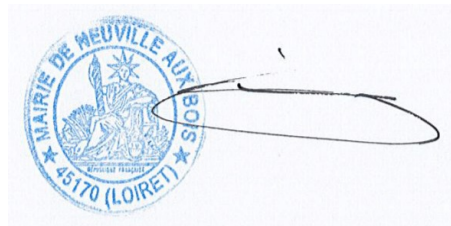
ARTICLE 2 :

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, LES TRAVAUX PUBLICS DU LOIRET.

ARTICLE 3 :

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Monsieur Le Maire



Patrick Hardouin

DIFFUSION:

- LES TRAVAUX PUBLICS DU LOIRET
- DGS
- 5ème adjoint chargé du Développement Durable et de la Sécurité
- RST
- DST

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.